

L'Adresse—M. Broadbent

Il y a aussi la question des emplois. Je ne m'étendrai pas non plus sur ce sujet. J'ai déjà fait un certain nombre de suggestions concrètes à d'autres occasions. J'en ferai encore quelques-unes aujourd'hui. Néanmoins, je tiens à dire que, même si le premier ministre est fier d'avoir réussi à réduire l'inflation, il a certainement exagéré les effets positifs du programme des 6 et 5 p. 100 de son gouvernement, c'est le moins qu'on puisse dire. Cela a peut-être joué un certain rôle, mais je sais et le premier ministre sait que tous les économistes du pays, ceux des universités comme ceux du secteur privé, s'entendent pour dire que l'inflation a reculé non pas surtout grâce au programme des 6 et 5 p. 100, mais bien parce que le chômage a pris des proportions quasi astronomiques. Voilà pourquoi l'inflation a diminué au Canada. Si le premier ministre est si fier de sa règle des 6 et 5 p. 100, s'il croit vraiment qu'elle a joué un rôle important et s'il a pu s'en servir pour juguler l'inflation, pourquoi diable, au moment où nous comptons plus de un million de chômeurs, ne pouvons-nous pas fixer le même genre d'objectif pour réduire le chômage?

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous n'avons pas obtenu pareil engagement, par exemple, pour la prochaine année ou les deux années qui viennent ou le temps que cela prendrait pour ramener le taux de chômage à 6 p. 100—ce qui ne serait d'ailleurs pas à mon sens du plein emploi. Tout ce que je dis, c'est que ce pourrait être un objectif réaliste à atteindre dans les mois à venir, si nous avions un gouvernement qui se préoccupe vraiment de création d'emplois. Non seulement le gouvernement n'en fait-il aucunement état dans le discours du trône, mais il nous sert encore plus de ruses, de belles promesses et de semblants d'inquiétudes.

On nous a parlé d'un fonds de 1 milliard de dollars. Je suis persuadé que bien des jeunes gens des Prairies, les derniers à ressentir les effets de la récession, et bien d'autres de la Colombie-Britannique, du Québec ou d'ailleurs ont dû se dire: «Enfin, un milliard de dollars de plus pour relancer l'économie. Le gouvernement s'est finalement mis à l'œuvre». Mais il a fallu moins de 24 heures pour déchanter, pour qu'ils se rendent compte que ce n'était pas un milliard de dollars. En fait, ce montant n'était jamais le même dans la bouche des trois ministres, y compris le premier ministre, lorsqu'ils ont pris la parole. Tout cela pour expliquer qu'on ne s'attaque pas franchement au problème sur le plan économique. Le chômage n'est-il pas un mal au moins aussi grave que l'inflation? Pourquoi ne pas alors se donner des objectifs réalisables? Si on a vraiment l'intention de lancer un nouveau programme d'emplois pour les jeunes—et Dieu sait si nous en avons besoin avec 500,000 jeunes chômeurs—pourquoi ne pas leur expliquer franchement qu'on dispose d'une certaine somme au lieu de démoraliser et de décevoir une génération tout entière qui est passablement désillusionnée déjà, en tripotant les chiffres à qui mieux mieux?

Je voudrais faire quelques suggestions à propos de la jeunesse. Nous considérons qu'il faut faire appel au secteur privé qui restera toujours le plus grand créateur d'emplois au Canada. Nous croyons qu'il faudrait donner beaucoup d'expansion au programme de subventions des petites entreprises pour payer des salaires aux jeunes que ces entreprises voudront employer, disons pour deux ans, et qu'elles ne mettent pas leurs vieux employés à la porte pour leur faire de la place. Nous croyons que c'est une bonne façon d'utiliser les deniers

publics. Ce sont les petites entreprises, dans tout le secteur privé, qui emploie la plupart des Canadiens et elles ont bien du mal à se donner de l'expansion. Elles n'arrivent pas à trouver les capitaux nécessaires. C'est tout à fait logique, selon nous, de donner un peu d'espoir aux jeunes Canadiens, dans cette période difficile mais transitoire, il faut l'espérer, en se servant de l'argent des contribuables pour de tels programmes. Nous donnerions volontiers notre appui à un projet de loi qui envisagerait de telles mesures.

Cela étant, nous ne pouvons nous empêcher de constater que non seulement nous avons 500,000 jeunes gens qui n'arrivent pas à se trouver un emploi, mais ces mêmes jeunes gens, dans toutes les provinces, ne peuvent pas non plus fréquenter les collèges communautaires, les écoles techniques et les universités car ces institutions ont fait l'objet de compressions budgétaires. Donc, ce que nous demandons au gouvernement fédéral et aux gouvernements des provinces, c'est de débloquer les fonds qui sont coupés par les libéraux fédéraux depuis deux ans dans le domaine des paiements de transfert versés aux provinces au chapitre de l'éducation postsecondaire, afin que nos jeunes gens puissent trouver de l'emploi. Bien sûr qu'ils ne pourront trouver un emploi quel que soit le parti qui exerce le pouvoir d'ici un an ou deux, mais au moins nombre d'entre eux pourraient parfaire leur éducation.

Le chef de l'opposition et à son tour le premier ministre ont rappelé combien la concurrence était vive dans le monde d'aujourd'hui et ce faisant, ils n'ont fait que reprendre un cliché, et comme beaucoup de clichés, c'est la pure vérité. Par conséquent, si nous donnons une bonne formation à nos jeunes, non seulement ils vont en profiter sur le plan personnel, mais c'est l'ensemble du pays qui en profitera. Nous pouvons faire quelque chose pour eux, une chose qui devrait échapper à la vile politique.

Il y a aussi la question des transformations techniques. Pour les pays industrialisés—mais ils ne sont pas les seuls à s'en préoccuper—c'est la grande inquiétude pour le présent et pour un avenir prévisible. Nous croyons que pour faire face à ces transformations il ne suffit pas d'avoir recours à des comités et à des études. Des études nous en avons fait à la tonne. En tant que chef de parti, je n'ai pas beaucoup le temps de lire ces nombreux articles, mais j'en ai lu suffisamment et je sais que de nombreuses études ont été faites. Nous en avons assez. Nous devrions savoir d'abord de quoi il s'agit chaque fois qu'il est question de changement technologique. Il ne faudrait jamais oublier que ces changements doivent profiter aux personnes, aux ouvriers des usines, aux producteurs de biens et de services et enfin aux consommateurs. J'estime que ce devrait être notre premier souci. Cela dit, nous sommes d'accord pour moderniser le pays. Le chef de l'opposition en a parlé. Nous désirons être compétitifs, mais il faut tempérer cette concurrence acharnée. En tant que social-démocrate, j'admets franchement que certains types de concurrence ont leur place, mais il y a des cas où la concurrence me semble excessive, mais ce serait là l'objet d'une autre discussion. De nos jours, nous ne pouvons pas esquiver ce problème: nous devons moderniser. Nous ne pouvons pas faire comme les Luddites. Mais si nous modernisons, la justice exige un certain respect des travailleurs. Si je dois dire aux hommes et aux femmes d'Oshawa avec lesquels j'ai grandi et qui travaillent chez General Motors